

Colloque de la Fondation Jean-Jaurès
à l'occasion du centième anniversaire de l'Affaire
Dreyfus

Intervention de Pierre Mauroy
Le 22 mars 1994

Lorsque l'on évoque "l'Affaire", chacun entend, sans qu'il soit même nécessaire de le préciser, l'affaire Dreyfus. D'autres événements, ô combien importants eux aussi, se sont déroulés depuis lors. Mais "l'Affaire" reste l'affaire Dreyfus.

Il y a un siècle, en 1894, un capitaine, né en Alsace et dont la famille avait choisi la France, était condamné puis dégradé. Il était innocent. "L'Affaire" était née. Elle allait déchirer notre pays, démasquant beaucoup de lâchetés, d'indifférences et d'aveuglements mais suscitant aussi quelques actes d'héroïsme et de lucidité. Et si cette affaire résonne si fort, aujourd'hui encore, c'est parce que les principes qu'elle mettait en cause, les valeurs qui étaient en jeu, les clivages qu'elle dessinait, étaient universels et intemporels.

Le combat en faveur de Dreyfus fut mené, avant tout, par ceux qui prirent, à cette occasion, le nom "d'intellectuels". Il fut gagné, aussi, grâce à quelques responsables politiques et, sans doute au premier rang d'entre eux, grâce à Jean Jaurès.

L'Affaire dura plus de dix ans. L'engagement actif de Jaurès à peine plus d'un an. Mais il fut, à bien des égards, décisifs.

Dans quelques instants, d'autres que moi, historiens, spécialistes les plus éminents, retraceront, mieux que je ne pourrais le faire, la chronologie d'une affaire complexe. Les rebondissements furent multiples. Dix fois, on crut le combat gagné. Dix fois, tout fut à recommencer.

Aussi, mon analyse de Jaurès et de l'Affaire Dreyfus sera celle d'un responsable politique. Qui sait qu'il est toujours délicat d'établir des parallèles entre le passé et le présent. Qui sait que rien n'est jamais vraiment comparable. Mais qui sait aussi qu'il n'est pas beaucoup de pays qui attachent autant d'importance à leur histoire que le nôtre. Et qui a la conviction que l'attitude des socialistes d'hier est riche d'enseignements pour les socialistes d'aujourd'hui.

Commençons par le commencement. Nous sommes en 1894. Dreyfus, donc, est condamné pour trahison.

Et la première réaction de Jaurès, on l'ignore souvent, fut une réaction d'indignation. Mais d'indignation devant l'indulgence du jugement ! On peut être surpris, mais c'est la vérité.

Nul, alors, n'évoque une possible manipulation. Nul, alors, n'émet de doute sur la culpabilité du capitaine condamné. Et Jaurès, sans se prononcer sur une affaire qu'il ne connaît pas, invoque, avec virulence, un principe révolutionnaire : le principe d'égalité. A la tribune de la Chambre des députés, il interpelle le gouvernement. Il souligne la clémence du jugement comparé à l'exécution des "petits soldats coupables d'un geste de colère à l'égard de leurs officiers". Son discours, ses attaques contre l'armée sont censurés. Jaurès est exclu temporairement de la Chambre.

Déjà, Jaurès déchaîne les passions. Déjà Jaurès, passant d'un cas individuel à un combat général, invoque des principes universels. Mais, pendant plusieurs années encore, Jaurès ne mène pas le combat en faveur de Dreyfus.

Certes, il accepte de recevoir Bernard Lazare, dont Henri Bulawko vous parlera tout à l'heure. Certes, il discute avec Lucien Herr ou Léon Blum. Mais, en 1895, en 1896 encore, pendant même la majeure partie de l'année 1897, son combat est ailleurs.

A Carmaux, les verriers se mettent en grève. Jaurès, leur député, se trouve à leur côté. Les ouvriers sont licenciés. L'usine est fermée. La grève devient un symbole national dans un pays où les relations sociales sont dures et violentes. Jaurès négocie. Jaurès s'interpose. Et Jaurès est poursuivi. Jaurès est condamné. Jaurès est calomnié.

Loin de reculer, loin de renoncer, il s'engage plus encore dans une affaire - une grande affaire aussi - qui mobilisera toute son énergie pendant deux ans : l'ouverture de la verrerie ouvrière d'Albi. Il trouvera de l'argent. Il rassemblera les volontés. Il s'impliquera corps et âme dans ce combat.

Ailleurs, le socialisme, au niveau international, commence de s'organiser. Les réunions de l'Internationale Socialiste naissante se multiplient. Jaurès y participe avec ferveur.

Ailleurs encore, les arméniens sont massacrés par les turcs. Il s'informe. Il dénonce. Il interpelle.

Voilà ce qu'écrivait Jaurès au coeur de l'été 1898. Et, dans ces quelques lignes, se trouvent tous les débats qui ont divisé les socialistes à propos de l'affaire Dreyfus et qui se résument d'une phrase : qu'est-ce que le socialisme ?

L'imagerie traditionnelle oppose Guesde à Jaurès. La réalité a pourtant été plus complexe. Deux débats différents ont opposé les socialistes.

Le premier, c'est vrai, concerne Guesde et Jaurès. L'un comme l'autre sont convaincus de l'innocence de Dreyfus.

Guesde voit dans l'article de Zola "le plus grand acte révolutionnaire du siècle". Mais, pour lui, l'urgence ne pourra jamais être là. L'urgence, c'est, ce ne peut être, que l'organisation du prolétariat. L'affaire Dreyfus ne saurait concerner les socialistes en tant que socialistes.

Pour Jaurès, au contraire, le socialisme est avant tout un humanisme. Il y a unité profonde entre morale et politique. Il y a unité profonde entre le combat mené pour un seul et le combat mené pour le plus grand nombre. Mieux, loin d'être antinomiques, ces deux combats sont indissociables.

En d'autres termes, à la question de savoir si le socialisme saurait se résumer et se limiter à la seule lutte des classes, Guesde répond oui quand Jaurès répond non, inscrivant ainsi le mouvement socialiste dans la modernité du vingtième siècle.

Chacun de ces combats est honorable. Chacun de ces combats, même, témoigne d'une grande lucidité sur les enjeux de la société d'alors. Tous ces combats, pris ensemble, forment un grand dessein.

Mais, parce que Jaurès est Jaurès, on eût aimé qu'il fût également le premier à défendre le capitaine Dreyfus. Et on n'imagine pas qu'il ne le fût pas.

Avant lui, pourtant, il y eut la famille et je salue les deux petits-fils de Dreyfus. Avant lui, Bernard Lazare et Clemenceau. Avant lui, les intellectuels normaliens : Lucien Herr, Léon Blum ou Charles Péguy. Avant lui encore, bien sûr, Emile Zola. le détonateur.

Mais dès qu'il s'engage, timidement à la fin de l'année 1897, complètement au début de l'année 1898, c'est sa personnalité qui domine le mouvement. C'est lui qui conquiert peu à peu l'opinion.

Jaurès, donc, s'avance et s'engage. Comme il le fait toujours en pareil cas : totalement. Et, l'essentiel pour nous, aujourd'hui encore, est d'essayer de comprendre les raisons qui fondent ce combat, la manière dont il l'a mené.

Alors, pourquoi ?

"Si Dreyfus a été illégalement condamné, comme je le démontrerai bientôt, il n'est ni un officier ni un bourgeois, il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer. Nous ne sommes pas tenus, pour rester dans le socialisme, de nous enfuir hors de l'humanité".

Et les socialistes auront trouvé, avec Jaurès, un leader qui, grâce à sa force de conviction, à la grandeur de son idéal, à sa hauteur de vue, s'imposera comme un leader incontestable.

Jaurès, en socialiste, a montré sa soif d'absolu en s'engageant dans ce combat. Mais Jaurès, en politique, va montrer aussi, qu'il sait s'adapter au terrain, reculer sur l'accessoire sans céder sur l'essentiel.

Car la manière dont Jaurès va mener son combat est, elle aussi, riche d'enseignement. Cette méthode allie la rigueur et le pragmatisme.

Rigueur, rigueur de procureur même, lorsqu'il écrira, semaine après semaine, dans *la petite République*, les articles qui seront publiés bientôt sous le titre les *Preuves*.

Mais pragmatisme aussi car Jaurès veut toujours emporter avec lui l'adhésion du plus grand nombre.

En 1897, pour la première fois depuis 1894, il évoque à la tribune de la Chambre l'Affaire. Les preuves, déjà, s'accumulent. Ses amis intellectuels le pressent. Mais Jaurès ne s'engage pas encore sur le fond. Il choisit d'enfoncer un coin en dénonçant le huis clos du procès. Décevant ? Peut-être. Mais efficace sûrement.

En 1898, au début de l'année, après le *J'accuse* d'Emile Zola, le groupe socialiste prépare le célèbre manifeste du groupe socialiste du 19 janvier qui invite les prolétaires, "à ne s'enrôler dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise". Jaurès le signe. Décevant encore ? Peut-être. Mais il souhaite ne pas se couper de son groupe politique car il veut entraîner derrière lui tous les socialistes.

Il y eut un second débat, moins connu, mais aussi important, opposant Jaurès à Millerand. L'un et l'autre appartiennent au même groupe des "indépendants". Mais, cette fois, l'un comme l'autre ne sont pas convaincus de l'innocence de Dreyfus. Pire encore, Millerand est presque heureux de se laisser convaincre par le général Cavaignac lorsque celui-ci, exhibant le célèbre "faux Henry" réaffirme la culpabilité de Dreyfus. Et Millerand de voter l'affichage du discours dans toute la France.

Mais ce qui oppose le plus profondément les deux hommes est moins leur opinion personnelle que l'opinion publique. Ce que Millerand craint, ce sont les élections législatives qui approchent, ce sont les réactions des électeurs devant ceux qui auraient pris trop ouvertement parti.

A la question de savoir si le socialisme est un opportunisme, Millerand répond oui quand Jaurès répond non.

Le débat Jaurès-Guesde était stratégique et idéologique. Le débat Jaurès-Millerand était tactique et électoral. Dans les deux cas, c'est Jaurès, isolé, qui avait raison.

Quelques semaines plus tard, Jaurès et Guesde perdent leur siège à la chambre des députés. L'Affaire a divisé profondément les socialistes. Déjà éparpillés dans de multiples petits partis, ils sont plus déchiré encore sur le plan idéologique et stratégique.

Et pourtant, de manière paradoxale, l'Affaire va contribuer à l'unité future des socialistes. Elle permettra, dès 1898, les premiers meetings communs. Bien sûr, la marche sera encore longue jusqu'en 1905. Bien sûr, l'unité sera fragile comme le montrera la rupture de 1920. Mais, avec l'Affaire, la graine féconde de l'unité sera plantée.

Et, trois jours plus tard, il monte de nouveau à la tribune prononcer l'un de ses plus grands discours.

En 1899, Dreyfus est rejugé après que la Cour de Cassation ait cassé l'arrêt le condamnant. Dreyfus, à nouveau, est reconnu coupable. Les dreyfusards sont divisés. Faut-il, parce que Dreyfus est innocent, demander un nouveau procès ? Faut-il, parce que Dreyfus est épuisé, demander une grâce présidentielle ? Pragmatique, encore une fois, Jaurès appuie cette solution.

Tous ces discours, toutes ces prises de position, tous ces articles, c'est le Jaurès de l'affaire Dreyfus. Et pourtant, rien de cela ne peut décrire complètement ce qu'a été le Jaurès de l'affaire Dreyfus. Ce Jaurès là, il faut écouter Léon Blum pour comprendre la force et l'influence qui étaient les siennes.

Nous sommes en 1898, l'année clé. Nous sommes dans la chaleur du mois de juillet. Cavaignac vient d'être nommé ministre de la guerre. Il a une réputation de rigueur et de probité. Il monte à la tribune. Et il défend à nouveau la thèse de la culpabilité de Dreyfus, exhibe le "faux Henry". La chambre l'acclame. Les dreyfusards sont effondrés. Léon Blum est chez lui, avec Lucien Herr. Il raconte, dans *ses souvenirs sur l'Affaire* :

“ Je cherche en vain les mots qui rendraient communicable cette pesanteur d'abattement, de consternation, de deuil. Tout d'un coup, la sonnette tinta et Jaurès poussa la porte.

Il se mit à nous invectiver avec un accent que j'entends encore, où il y avait de la véhémence, de la colère, mais aussi quelque chose de triomphant et de radieux. (...)

(Jaurès) "Ne comprenez-vous pas que maintenant, et maintenant pour la première fois, nous tenons la certitude de la victoire ? Méline était invulnérable parce qu'il se taisait. Cavaignac parle, discute, donc il est vaincu. (...) Les faussaires sont sortis de leur trou; nous les tenons à la gorge ... Ne prenez plus ces airs d'enterrement ; faites comme moi, réjouissez-vous"...

Voilà Jaurès, l'homme qui savait se projeter dans le futur et rebondir après la défaite.

Voilà Jaurès vu par Blum.

Blum qui ajoutera et j'en terminerai par ces mots : "je ne m'étais pas trompé sur Jaurès. La réalité était seulement allée au-delà de mon espérance."